



REPUBLIQUE DU BENIN

FRATERNITE-JUSTICE-TRAVAIL

-----  
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES  
ET DES PROGRAMMES DE DENATIONALISATION

-----  
**DIRECTION GENERALE DU BUDGET**

**Loi de finances pour la gestion 2015**

***Note sur les transferts de ressources  
aux collectivités locales***

Décembre 2014

# SOMMAIRE

## Introduction

### I- Situation d'exécution au 30 juin 2014 des transferts de ressources aux communes et des crédits d'assistance-conseil aux communes

*A- Les ressources transférées au moyen de "FADeC Affecté "*

*B- Les ressources transférées au moyen de "FADeC non Affecté "*

*C- Les crédits d'assistance-conseil aux communes*

### II- Perspectives des transferts de ressources aux communes en 2015

II-1- Stratégie de renforcement des ressources et de la gouvernance au niveau local

II-2- Prévisions de transfert de ressources et de délégation de crédits d'assistance-conseil aux communes

*A- Les prévisions de transfert de ressources au moyen de "FADeC Affecté "*

*B- Les prévisions de transfert de ressources au moyen de "FADeC non Affecté"*

*C- Les prévisions de crédits d'assistance-conseil aux communes*

## Conclusion

## Annexe

## Introduction

Les lois sur la décentralisation ont conféré aux communes, la personnalité juridique et l'autonomie financière. A cet effet, les domaines de compétence des communes sont clairement identifiés et l'Etat central a le devoir de les accompagner dans la mise en œuvre de leur politique de développement.

Ainsi, la mise en place de procédures efficaces de transfert de ressources aux communes s'avère indispensable pour permettre une bonne budgétisation des actions et une allocation de ressources qui tienne compte des impératifs liés à un développement local harmonieux et équilibré.

La présente note vise à améliorer d'une part, la transparence dans les procédures de mise à disposition de ressources au profit des communes et d'autre part, l'information budgétaire des parlementaires.

A cet effet, elle rend compte, dans un premier temps, des ressources effectivement transférées au cours de la gestion courante et des difficultés de gestion.

Dans un second temps, elle présente les stratégies envisagées pour :

- i. le renforcement des ressources aux communes,
- ii. l'amélioration de la gouvernance au niveau local,
- iii. les perspectives financières pour 2015.

## I- Situation d'exécution à fin juin 2014 des transferts de ressources aux communes et des crédits d'assistance-conseil aux communes

Au 30 juin 2014, les ressources transférées aux communes au moyen des mécanismes "FADeC" s'établissent à 24 578,7 millions de francs CFA, base ordonnancement. Rapportées aux prévisions annuelles de 32 469,6 millions de francs CFA, il se dégage un taux d'ordonnancement de 75,7%.

### *A- Les ressources transférées au moyen de "FADeC -Affecté "*

Le FADeC affecté est un mécanisme qui permet aux collectivités locales de bénéficier des ressources en vue d'exercer une compétence sectorielle nationale au niveau local. Il comprend deux composantes à savoir: *le FADeC "Entretiens et Réparations" et le FADeC "Investissement"*.

Les ressources transférées aux communes au titre du FADeC-Affecté à la date du 30 juin 2014 se chiffrent à 8 561,1 millions de francs CFA sur un objectif annuel de 8 521 millions de francs CFA, soit un taux de transfert, base ordonnancement de 100,5%.

La performance notée à la date du 30 juin est relative. Elle intègre les ressources PPEA de la santé qui n'étaient pas prévues dans les ressources à mettre à la disposition des communes au moyen du mécanisme FADeC. Ces ressources PPEA se chiffrent à 1 040,1 millions de francs CFA. Par contre, le ministère en charge de l'Agriculture est confronté à des difficultés de mobilisation des 1 000 millions de ressources de la Coopération Technique Belge prévues pour le compte du FADeC Agriculture.

La situation au 30 juin 2014 des niveaux de transfert de ressources aux communes par composante du FADeC-Affecté se présente comme suit :

**Tableau 1:** Point d'exécution au 30 juin 2014 du FADeC Affecté

(En millions de FCFA)

<i>Rubriques</i>	<i>Prévisions annuelles</i>	<i>Ordonnancements au 30 juin 2014</i>	<i>Taux de réalisation</i>
<i>FADeC "Entretiens et Réparations"</i>	<i>2 530</i>	<i>2 530</i>	<i>100%</i>
<i>FADeC "Investissement"</i>	<i>5 991</i>	<i>6 031,1</i>	<i>100,7%</i>
<b>Total FADeC-Affecté</b>	<b>8 521</b>	<b>8 561,1</b>	<b>100,5%</b>

SOURCE : DPB/DGB, AOUT 2014

Ce bon résultat est tributaire de la mise en œuvre conséquente du mécanisme intelligent de transfert des ressources aux communes mis en place à partir de 2014 par la Direction Générale du Budget.

*B- Les ressources transférées au moyen de "FADeC -non Affecté"*

Conformément au manuel de procédure du FADeC, la Commission Nationale des Finances Locales (CONAFIL) procède, chaque année, par tranche, (30% en février, 40% en mai et 30% en septembre) au transfert de ressources aux communes au moyen de FADeC- non affecté Investissement.

La situation au 30 juin 2014 des transferts de ressources par le mécanisme du FADeC-non Affecté se présente comme suit :

**Tableau 2:** Point d'exécution au 30 juin 2014 du FADeC non Affecté

(En millions de FCFA)

<i>Rubriques</i>	<i>Prévisions Annuelles</i>	<i>Ordonnancements au 30 juin 2014</i>	<i>Taux de réalisation</i>
<i>FADeC non affecté fonctionnement</i>	<i>2 939,3</i>	<i>2 939,3</i>	<i>100%</i>
<i>FADeC non affecté investissement</i>	<i>21 009,3</i>	<i>13 078,3</i>	<i>62,3%</i>
<b>Total FADeC non affecté</b>	<b>23 948,6</b>	<b>16 017,6</b>	<b>66,9%</b>

SOURCE : SP/CONAFIL/MDGLAAT, AOUT 2014

Le taux de réalisation de 62,3% noté au niveau du FADeC-non Affecté investissement au 30 juin 2014 est essentiellement dû au non décaissement des ressources du Projet de Services Décentralisés Conduits par les Communautés (PSDCC) de la Banque Mondiale. En effet, le décaissement de ces ressources est conditionné par la définition préalable des modalités de leur allocation, aussi bien aux communes qu'aux communautés à la base.

Pour l'année 2014, outre les prévisions budgétaires du FADeC non Affecté, il est annoncé des intentions de mobilisation complémentaire de ressources par les PTF qui sont évaluées à 7 054 millions de francs CFA. Si elles intervenaient, elles porteraient, d'une part, le FADeC non Affecté à un montant de 31 002,6 millions de francs CFA et d'autre part, les ressources globalement transférées aux communes pour le compte de l'année 2014 à un montant de 40 563,7 millions de francs CFA.

Le tableau ci-dessous présente par ministère, le niveau d'ordonnancement au 30 juin 2014 des ressources transférées aux communes.

**Tableau 3:** Point d'exécution au 30 juin 2014 des ressources transférées aux communes pour le compte de la gestion 2014

(En millions de francs CFA)

MINISTERES	LIGNES BUDGETAIRES	PREVISIONS ANNUELLES	ORDONNANCEMENTS AU 30 JUIN 2014	TAUX (%)
<b>MDGLAAT</b>	FADeC - Fonctionnement	2 939,3	2 939,3	100,0
	FADeC - Investissement	21 009,3	13 078,3	62,3
	<b>Total MDGLAAT</b>	<b>23 948,6</b>	<b>16 017,6</b>	<b>66,9</b>
<b>MERPMEDER</b>	FADeC Investissement	1 916,0	1 916,0	100,0
	<b>Total MERPMEDER</b>	<b>1 916,0</b>	<b>1 916,0</b>	<b>100,0</b>
<b>MEMP</b>	FADeC – Entretien et réparations	1 495,0	1 495,0	100,0
	FADeC - Investissement	3 000,0	3 000,0	100,0
	<b>Total MEMP</b>	<b>4 495,0</b>	<b>4 495,0</b>	<b>100,0</b>
<b>MS</b>	FADeC – Entretien et réparations	1 020,0	1 020,0	100,0
	PPEA		1 040,1	-
	<b>Total MS</b>	<b>1 020,0</b>	<b>2 060,1</b>	<b>202,0</b>
<b>MESFTPRIJ</b>	FADeC – Entretien et réparations	15	15	100,0
	FADeC - Investissement	75	75	100,0
	<b>Total MESFTPRIJ</b>	<b>90</b>	<b>90</b>	<b>100,0</b>
<b>MAEP</b>	FADeC – Investissement	1 000	0	0
	<b>Total MAEP</b>	<b>1 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>32 469,6</b>	<b>24 578,7</b>	<b>75,7</b>

SOURCE : DGB/DPB, AOÛT 2014

### **Encadré 1 : Evolution des ressources transférées aux communes de 2010 à 2014**

De 2010 à 2013, les transferts effectifs de ressources aux communes ont connu un accroissement important passant de 11 302,4 millions de francs CFA à 34 237,2 millions de francs CFA. En 2014, ils devraient s'élever à 40 563,7 millions de francs CFA.

Cet accroissement continu des transferts de ressources aux communes se justifie par la double volonté du Gouvernement et des PTF de faire de la décentralisation financière, un important levier de développement.

Les tableaux ci-après décrivent par ministère et par source de financement, les ressources effectivement transférées aux communes de 2010 à 2013 et les transferts attendus à fin 2014.

**Tableau 4 :** Evolution des transferts de ressources aux communes par ministère de 2010 à 2014

*(En millions de francs CFA)*

<b>Ministères</b>	<b>Réalisations effectives</b>				<b>Réalisations attendues 2014</b>
	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	
MS	1 038	1 221	1 107	1 533	2 060,1
MERPMEDER	754,6	961,9	219,5	698,9	1 916
MEMP	1 495	3 695	3 495	5 117,7	4 495
MESFTPRIJ	0	0	0	15	90
MAEP	0	0	0	643,9	1 000
MDGLAAT	8 014,8	15 865,7	16 678,9	26 228,7	31 002,6
<b>TOTAL</b>	<b>11 302,4</b>	<b>21 743,6</b>	<b>21 500,4</b>	<b>34 237,2</b>	<b>40 563,7</b>

SOURCE: DGB/CONAFIL, AOUT 2014

**Tableau n°5 :** Situation des transferts de ressources aux communes par source de financement.

*(En millions de francs CFA)*

<b>Sources de financement</b>	<b>Réalisations 2010</b>	<b>Réalisations 2011</b>	<b>Réalisations 2012</b>	<b>Réalisations 2013</b>	<b>Réalisations attendues 2014</b>
Etat	9 402,9	15 972,5	15 712,3	16 659,2	16 044,3
PTF	1 899,5	5 771,1	5 788,1	17 578,0	24 519,4
<b>TOTAL</b>	<b>11 302,4</b>	<b>21 743,6</b>	<b>21 500,4</b>	<b>34 237,2</b>	<b>40 563,7</b>

SOURCE: DGB/CONAFIL, AOUT 2014

### C- Les crédits d'assistance-conseil aux communes

Les crédits d'assistance-conseil aux communes engagés par la procédure de délégation au 30 juin 2014 s'établissent à 215,5 millions de FCFA sur un objectif annuel de 575,9 millions de FCFA soit un taux d'exécution de 37,4%. Cette contre-performance est liée aux faibles niveaux d'engagement enregistrés pour ces lignes budgétaires dans les ministères de la santé, de l'énergie, des travaux publics et de la décentralisation.

Le tableau ci-dessous résume le point d'exécution au 30 juin 2014 des crédits d'assistance-conseil par ministère.

**Tableau n°6** : Point d'exécution au 30 juin 2014 des crédits d'assistance-conseil aux communes

*(En millions de francs CFA)*

N°	MINISTERES	PREVISIONS 2014	ENGAGEMENTS AU 30 JUIN 2014	TAUX (%)
1	Ministère Chargé des Relations avec les Institutions	17, 242	11, 5305	66,9
2	Ministère chargé de la Communication et des Technologies de l'Information et de la Communication	47, 571	23, 7855	50,0
3	Ministère de la Santé	53, 938	7 ,0884	13,1
4	Ministère de l'Energie, des Recherches Pétrolières et Minières, de l'Eau et du Développement des Energies Renouvelables	95,450	19, 4198	20,3
5	Ministère de la Culture, de l'Alphabétisation, de l'Artisanat et du Tourisme	60, 048	34, 9893	58,3
6	Ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs	24, 000	19, 317	80,5
7	Ministère de la Famille, des Affaires Sociales, de la Solidarité Nationale, des Handicapés et des Personnes de Troisième Age	13, 174	10, 116	76,8
8	Ministère des Travaux Publics et des Transports	23, 000	1, 505	6,5
9	Ministère de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale, de l'Administration et de l'Aménagement du Territoire	134, 047	37, 296	27,8
10	Ministère des Enseignements Maternel et Primaire	35, 334	15, 9485	45,1
11	Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et Professionnelle, de Reconversion et de l'Insertion des Jeunes	2, 305	1, 380	59,9
12	Ministère du Développement, de l'Analyse Economique et de la Prospective	69, 825	33, 1404	47,5
	<b>TOTAL</b>	<b>575, 934</b>	<b>215, 5164</b>	<b>37,4</b>

SOURCE: DPB/DGB, AOUT 2014



## II- Perspectives des transferts de ressources aux communes en 2015

Cette partie présente les stratégies de renforcement des ressources et les pratiques de bonne gouvernance au niveau local. Elle fera également ressortir les perspectives des transferts de ressources aux communes en 2015.

### II-1- Stratégie de renforcement des ressources et de la gouvernance au niveau local

#### a- Stratégie de renforcement des ressources aux communes

La décentralisation financière connaît depuis peu, une évolution encourageante, tant en matière de transfert de compétences qu'en terme de transfert de ressources. Il est envisagé que sur les trois prochaines années (2015-2017), le FADeC- non Affecté sur financement intérieur connaisse une augmentation progressive pour s'établir à **14 milliards** en 2017, conformément aux orientations économiques et budgétaires.

Les points d'application des ressources à transférer aux communes sur le triennal 2015-2017 au moyen du FADeC-non affecté sont:

- *le renforcement des lignes budgétaires FADeC;*
- *le renforcement des capacités des agents des collectivités locales avec l'intensification des activités du Centre de Formation en Administration Locale (CeFAL);*
- *le suivi et l'évaluation.*

Par ailleurs, il est attendu, pour ce qui est du FADeC-Affecté, la présence remarquable du ministère chargé de l'Agriculture.

Pour le renforcement progressif des lignes FADeC-Affecté, il est envisagé, l'institution dans le processus budgétaire, d'une phase de discussion et de répartition des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales en amont au dépôt du projet de loi de finances de l'année à l'Assemblée Nationale.

#### b- Stratégie de renforcement de la gouvernance au niveau local

Dans le souci d'améliorer la transparence dans la gestion du FADeC, le manuel de procédure a prévu l'audit annuel des fonds mis à la disposition des communes.

L'exercice des audits a révélé des insuffisances dans la gestion des ressources au niveau des collectivités locales, notamment en ce qui concerne le respect des procédures de gestion.

Les efforts consentis au niveau central avec l'appui des partenaires techniques et financiers pour améliorer le cadre de gestion des ressources transférées aux communes ont permis d'harmoniser les intitulés des lignes budgétaires dédiées aux ressources à transférer aux communes et de renforcer les capacités d'assistance-conseil des structures déconcentrées aux communes.

Pour l'année 2015, les efforts pour le renforcement de la gouvernance au niveau local sont orientés vers :

- *la centralisation et de la coordination de toutes les actions de suivi des ressources mises à disposition des communes par le mécanisme FADeC par la CONAFIL;*
- *le transfert à 100% des crédits inscrits sur les lignes budgétaires du FADeC-Affecté et non Affecté;*
- *l'interdiction aux ministères sectoriels d'utiliser à d'autres fins les ressources du FADeC ;*
- *la création d'une ligne budgétaire spéciale pour les activités de renforcement de capacités institutionnelles dans le budget du MDGLAAT.*

## **II-2- Prévisions de transfert de ressources aux communes et des crédits d'assistance-conseil pour la gestion 2015**

Les prévisions de concours financiers de l'Etat pour la gestion 2015 aux collectivités locales au moyen des mécanismes FADeC s'établissent à 46 308,9 millions de FCFA contre 32 469,6 millions de FCFA en 2014, connaissant ainsi une hausse de 13 839,3 millions de FCFA correspondant à un taux d'accroissement de 42,6%. Cette hausse est en lien avec les efforts réalisés par le Gouvernement simultanément aux niveaux du FADeC-Affecté (Agriculture et Eau) et du FADeC-non Affecté Investissement sur budget national qui passe de 7 500 millions de FCFA à 10 000 millions de FCFA.

Par composante, les prévisions se présentent comme suit:

### *A- Les prévisions de transfert de ressources au moyen de "FADeC Affecté "*

Le tableau ci-dessous décrit par ministère, les prévisions de ressources à transférer aux communes pour l'exercice de compétences nationales au niveau local.

**Tableau n°7** : Prévisions 2014 et 2015 des ressources à transférer aux communes  
au moyen du FADeC-Affecté

(En millions de francs CFA)

Ministères	Lignes Budgétaires	Prévisions 2014	Prévisions 2015	Ecart
<b>MERPMEDER</b>	FADeC- Investissement	1 916	3 166,2	1 250,2
	<b>Total MERPMEDER</b>	<b>1 916</b>	<b>3 166,2</b>	<b>1 250,2</b>
<b>MEMP</b>	FADeC – Entretien et réparations d'infrastructures communautaires	1 495	1 495	0
	FADeC – Investissement	3 000	3 000	0
	<b>Total MEMP</b>	<b>4 495</b>	<b>4 495</b>	<b>0</b>
<b>MS</b>	FADeC – Entretien et réparations d'infrastructures communautaires	1 020	1 080	60
	FADeC – Investissement – PPEA	0	1 200	1 200
	<b>Total MS</b>	<b>1 020</b>	<b>2 280</b>	<b>1 260</b>
<b>MESFTPRIJ</b>	FADeC – Entretien et réparations d'infrastructures communautaires	15	15	0
	FADeC – Investissement	75	0	-75
	<b>Total MESFTPRIJ</b>	<b>90</b>	<b>15</b>	<b>-75</b>
<b>MAEP</b>	FADeC – Investissement	1 000	1 300	300
	<b>Total MAEP</b>	<b>1 000</b>	<b>1 300</b>	<b>300</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>8 521</b>	<b>11 256,2</b>	<b>2 735,2</b>

SOURCE: DPB/DGB, AOUT 2014

*B- Les prévisions de transfert de ressources au moyen de "FADeC-non Affecté"*

Conformément aux orientations budgétaires qui visent le renforcement des ressources du FADeC sur le triennal 2015-2017, les prévisions de 2015 se chiffrent à 35 052,7 millions de FCFA contre 23 948,6 millions de FCFA, en hausse de 11 104,1 millions de FCFA.

Cette hausse justifie la volonté du Gouvernement de faire effectivement des communes, un levier du développement de notre pays, avec la mise en place des mesures d'encadrement pour une gestion optimale et objective des ressources.

**Tableau n°8** : Prévision 2014 et 2015 des ressources à transférer aux communes au moyen du FADeC non Affecté

(En millions de francs CFA)

Ministères	Lignes Budgétaires	Prévisions 2014	Prévisions 2015	Ecart
<b>MDGLAAT</b>	FADeC Fonctionnement	2 939,3	2 939,3	-
	FADeC Investissement	21 009,3	32 113,4	11 104,1
	<b>Total MDGLAAT</b>	<b>23 948,6</b>	<b>35 052,7</b>	<b>11 104,1</b>

SOURCE: DPB/DGB, AOUT 2014

*C- Les prévisions de crédits d'assistance-conseil aux communes*

Pour le compte de la gestion 2015, les prévisions de crédits d'assistance-conseil aux communes se chiffrent à 794,348 millions de FCFA contre 575,934 millions de FCFA en 2014, soit un accroissement de 37,9% qui est tiré essentiellement par les croissances des prévisions au niveau de certains ministères comme : le MCRI, la MS, le MCAAT et MDAEP d'une part, et les nouvelles prévisions des ministères en charge de l'environnement et de l'habitat.

Le tableau comparatif ci-dessous indique les prévisions de crédits d'assistance-conseil aux communes par ministère de 2014 et 2015.

**Tableau n°9** : Prévisions 2014 et 2015 des crédits d'assistance-conseil aux communes*(En millions de francs CFA)*

N°	MINISTERES	PREVISIONS	PREVISIONS
		2014	2015
1	Ministère Chargé des Relations avec les Institutions	17, 242	41, 242
2	Ministère chargé de la Communication et des Technologies de l'Information et de la Communication	47, 571	47, 571
3	Ministère de la Santé	53, 938	86, 000
4	Ministère de l'Energie, des Recherches Pétrolières et Minières, de l'Eau et du Développement des Energies Renouvelables	95, 450	85, 751
5	Ministère de la Culture, de l'Alphabétisation, de l'Artisanat et du Tourisme	60, 048	81, 681
6	Ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs	24, 000	24, 000
7	Ministère de la Famille, des Affaires Sociales, de la Solidarité Nationale, des Handicapés et des Personnes de Troisième Age	13, 174	13, 174
8	Ministère des Travaux Publics et des Transports	23, 000	23, 000
9	Ministère de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale, de l'Administration et de l'Aménagement du Territoire	134, 047	135, 450
10	Ministère des Enseignements Maternel et Primaire	35, 334	35, 334
11	Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et Professionnelle, de Reconversion et de l'Insertion des Jeunes	2, 305	2, 305
12	Ministère du Développement, de l'Analyse Economique et de la Prospective	69, 825	167, 816
13	Ministère de l'Environnement Chargé de la Gestion des Changements Climatiques, du Reboisement et de la Protection des Ressources Naturelles et Forestières	0	18, 000
14	Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Assainissement	0	33, 024
	<b>TOTAL</b>	<b>575, 934</b>	<b>794, 348</b>

## **Conclusion**

Depuis l'année 2012, le gouvernement a affiché clairement sa volonté de contribuer à l'amélioration de la mise en œuvre des finances locales au Bénin. Elle s'est traduite par les chantiers de réforme lancés dans le secteur depuis l'année 2013.

L'année 2014 a été marquée par le déploiement et la mise en service du mécanisme intelligent de transfert de ressources aux communes. Ce système a permis d'obtenir un taux d'exécution, base ordonnancement, des transferts aux communes de 100,5% dès la fin du mois de mars. Cette situation exceptionnelle marque la fin du problème de transfert tardif des ressources aux communes.

Pour l'année 2015, la poursuite des réformes engagées devrait favoriser une meilleure prévisibilité des ressources du FADeC et l'arrêt des ponctions sur les prévisions des dotations FADeC à d'autres fins.

# ANNEXE

(Projet de répartition des ressources FADEC aux communes pour la gestion 2015)

**Tableau N°10 :** Répartition par commune des prévisions de ressources à transférer aux communes au moyen du FADeC pour la gestion 2015

(En milliers de FCFA)

Communes	FADeC non affecté		FADeC affecté	Total
	Fonctionnement	Investissement		
BANIKOARA	30 223,9	676 625,6	77 586	784 435,5
GOGOUNOU	24 224,4	447 888,6	159 624,3	631 737,3
KANDI	19 478,9	427 825,8	175 309	622 613,7
KARIMAMA	27 183,0	397 877,8	142 313	567 373,8
MALANVILLE	18 244,6	463 305,6	116 029	597 579,1
SEGBANA	16 997,4	365 243,8	256 176	638 417,2
<b>TOTAL ALIBORI</b>	<b>136 352,2</b>	<b>2 778 767,2</b>	<b>927 037,3</b>	<b>3 842 156,7</b>
BOUKOUMBE	28 530,7	367 035,8	125 487	521 053,5
COBLY	26 617,0	292 256,2	115 886	434 759,2
KEROU	36 685,6	406 026,4	83 765	526 477,0
KOUANDE	30 652,0	407 628,9	116 482	554 763,0
MATERI	18 651,7	414 370,2	120 387	553 408,8
NATTINGOU	14 554,3	346 230,0	91 932	452 716,2
PEHUNCO	13 692,8	292 091,7	82 414	388 198,4
TANGUIETA	13 632,1	484 957,4	83 106	581 695,5
TOUKOUNTOUNA	22 958,8	255 053,5	228 648	506 660,4
<b>TOTAL ATACORA</b>	<b>205 974,9</b>	<b>3 265 650,1</b>	<b>1 048 107</b>	<b>4 519 732,0</b>
ABOMEY-CALAVI	18 466,0	575 146,8	111 977	705 589,8
ALLADA	14 815,5	286 905,9	95 884	397 605,4
KPOMASSE	24 620,0	233 340,7	143 214	401 174,7
OUIDAH	12 176,7	203 949,8	169 802	385 928,4
SO-AVA	21 204,6	339 183,2	172 182	532 569,8
TOFFO	12 839,9	292 204,2	90 249	395 293,1
TORI-BOSSITO	17 817,6	212 107,6	112 357	342 282,1
ZE	15 212,7	310 863,3	117 239	443 315,0
<b>TOTAL ATLANTIQUE</b>	<b>137 152,9</b>	<b>2 453 701,4</b>	<b>1 012 904</b>	<b>3 603 758,3</b>
BEMBEREKE	20 836,6	433 871,4	114 902	569 610,0
KALALE	32 082,4	525 948,6	141 406	699 437,0
N'DALI	15 232,2	368 575,6	215 054	598 861,8
NIKKI	20 772,1	479 709,2	122 594	623 075,3
PARAKOU	233 814,3	335 539,1	108 181	677 534,4
PERERE	33 935,7	225 557,8	83 549	343 042,4
SINENDE	31 629,7	300 059,7	105 198	436 887,4
TCHAUROU	23 185,9	517 926,9	120 996	662 108,8
<b>TOTAL BORGOU</b>	<b>411 488,6</b>	<b>3 187 188,4</b>	<b>1 011 880</b>	<b>4 610 557,0</b>
BANTE	22 253,2	312 292,9	192 248	526 794,1
DASSA-ZOUME	18 991,8	354 453,6	107 745	481 190,4
GLAZOUE	20 902,6	326 471,3	98 913	446 286,8
OUESSE	25 761,4	380 645,4	144 672	551 078,7
SAVALOU	22 730,3	404 504,3	221 814	649 048,6
SAVE	15 056,3	275 109,4	107 075	397 240,7
<b>TOTAL COLLINES</b>	<b>125 695,6</b>	<b>2 053 476,7</b>	<b>872 467</b>	<b>3 051 639,3</b>
APLAHOUE	14 815,8	395 818,2	100 602	511 236,0
DJAKOTOMEY	15 646,5	342 334,3	273 308	631 288,9
DOGBO	16 154,7	390 926,0	125 164	532 244,7
KLOUEKANME	16 468,1	316 404,2	246 548	579 420,3
LALO	22 490,7	288 129,4	142 238	452 858,0
TOVIKLIN	32 119,1	206 050,0	107 479	345 648,0
<b>TOTAL COUFFO</b>	<b>117 694,8</b>	<b>1 939 662</b>	<b>995 339</b>	<b>3 052 695,8</b>



Communes	FADeC non affecté		FADeC affecté	Total
	Fonctionnement	Investissement		
BASSILA	15 164,0	404 363,4	291 461	710 988,4
COPARGO	24 946,2	280 329,1	140 803	446 078,3
DJOUGOU	41 589,2	576 154,3	153 080	770 823,5
OUAKE	11 489,0	186 266,0	195 742	393 497,0
<b>TOTAL DONGA</b>	<b>93 188,4</b>	<b>1 447 112,8</b>	<b>781 086</b>	<b>2 321 387,2</b>
COTONOU	834 925,9	1 415 905,9	130 085	2 380 916,8
<b>TOTAL LITTORAL</b>	<b>834 925,9</b>	<b>1 415 905,9</b>	<b>130 085</b>	<b>2 380 916,8</b>
ATHIEME	27 953,8	229 338,9	248 524	505 816,7
BOPA	18 309,1	391 437,7	311 181	720 927,8
COME	11 638,7	250 615,7	123 988	386 242,4
GRAND-POPO	11 226,0	188 385,8	141 192	340 803,8
HOUEYOGBE	13 181,9	256 498,1	100 645	370 325,0
LOKOSSA	11 345,9	300 094,9	244 230	555 670,8
<b>TOTAL MONO</b>	<b>93 655,3</b>	<b>1 616 371,2</b>	<b>1 169 760</b>	<b>2 879 786,5</b>
ADJARRA	15 460,5	199 209,4	88 829	303 498,9
ADJOHOUN	25 383,5	245 747,0	133 214	404 344,5
AGUEGUES	38 968,8	152 590,8	144 296	335 855,6
AKPROMISSERETE	16 262,8	254 341,9	89 469	360 073,7
AVRANKOU	18 433,2	234 031,4	91 287	343 751,5
BONOU	32 820,5	160 364,4	106 851	300 025,9
DANGBO	26 391,1	290 810,8	163 872	481 073,9
PORTO-NOVO	348 643,8	408 701,1	144 063	901 407,9
SEME-KPODJI	10 158,7	292 047,0	252 010	554 215,7
<b>TOTAL OUEME</b>	<b>532 522,7</b>	<b>2 237 843,8</b>	<b>1 213 891</b>	<b>3 984 247,5</b>
ADJA-OUERE	18 559,1	301 920,2	126 436	446 915,3
IFANGNI	17 245,8	209 186,7	116 599	343 031,5
KETOU	19 019,2	361 064,1	128 721	508 804,3
POBE	18 225,9	328 194,3	86 742	433 162,2
SAKETE	20 366,1	252 233,1	391 915,9	664 515,1
<b>TOTAL PLATEAU</b>	<b>93 426,1</b>	<b>1 452 598,5</b>	<b>850 413,9</b>	<b>2 396 438,4</b>
ABOMEY	14 404,9	253 305,5	279 254	546 964,4
AGBANGNIZOUN	15 862,7	197 649,7	149 392	362 904,4
BOHICON	19 801,1	292 308,5	96 836	408 945,6
COVE	14 271,9	155 521,5	100 640	270 433,4
DJIDJA	18 159,5	376 201,3	129 174	523 534,9
OUIHI	20 795,7	185 674,2	110 789	317 258,9
ZAGNANADO	13 574,2	338 241,7	121 227	473 042,9
ZAKPOTA	23 083,8	185 184,7	127 399	335 667,5
ZOGBODOMEY	17 298,8	281 037,8	128 558,1	426 891,6
<b>TOTAL ZOU</b>	<b>157 252,6</b>	<b>2 265 122</b>	<b>1 243 269,1</b>	<b>3 665 633,6</b>
<b>TOTAL A TRANSFERER AUX COMMUNAUTES</b>		<b>6 000 000,0</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 939 330</b>	<b>32 113 400</b>	<b>11 256 239,3</b>	<b>46 308 949,3</b>